

Le concept américain de guerre asymétrique et son application à l'hégémonie mondiale

Une contribution à une description critique de la stratégie israélienne locale

Alain Joxe

Il y a réellement un problème avec la définition des conflits asymétriques. S'agit-il vraiment d'un nouveau concept ou simplement d'une formulation nouvelle désignant le risque de défaite impliqué pour la puissance dominante dans tous les cas de mouvements nationaux de libération ou des mouvements de réforme sociale qui, par définition sont, au départ, en situation de faiblesse par rapport à l'appareil d'Etat dominateur ?

En fait tous les conflits armés sont asymétriques et c'est en raison même de l'impossibilité de mesurer précisément le rapport des forces dans une négociation (avec une unité de mesure commune, symétrique, permettant le marchandage des enjeux) qu'on passe à la guerre pour établir, en quelque sorte, par le combat, l'évaluation des enjeux et l'accord possible, par la comparaison pratique des forces (militaires, économiques, politiques et morales) que révèle la guerre elle-même. Tous les conflits sociaux et coloniaux sont très asymétriques mais les enjeux (niveau de vie, liberté politique) sont connus. Les guerres sont toutes asymétriques même si, dans leur cours même, elles tendent parfois à devenir symétriques (mêmes armements, mêmes stratégies, immobilisation dans la guerre de tranchées).

Notons donc que dans l'argot américain le terme guerre asymétrique apparaît après la guerre du Golfe et la liquéfaction *de facto* de l'URSS. Dans la conjoncture plus aucun empire ni aucun Etat n'a le poids et la taille voulus pour jouer le rôle de «rival de rang égal» (*peer competitor*) capable de défier le leadership mondial des Etats-Unis. Est-ce que cela peut signifier que ceux-ci vont toujours être vainqueurs dans tous les conflits, parce qu'ils sont absolument les plus forts ? A ce moment-là on réalise soudain que ce n'est pas certain. En effet la tâche qui consiste à maîtriser le monde extérieur par la médiation du contrôle effectif d'un Etat, de l'URSS, en tant que rival mondial, orchestrant avec prudence un conflit bipolaire et nucléaire, c'est une chose ; mais c'est un tout autre travail de contrôler au niveau mondial l'ensemble des plus pauvres, des plus faibles et des plus locaux des Etats, des nations, des classes protestataires.

Les stratèges américains construisent alors le concept parce qu'ils doivent renforcer, dans l'opinion publique, l'idée que la supériorité absolue peut être aussi une vulnérabilité, parce que les contestataires les plus faibles sont capables de défier le plus fort du simple fait qu'ils sont obligés, par l'asymétrie, si leur motivation est celle d'une lutte pour la survie, d'opérer de nouvelles approches stratégiques et tactiques intelligentes et astucieuses. Ils trouveront des manières de résister au leadership mondial qui les maintient dans la pauvreté, l'absence d'avenir, la faiblesse, le non-droit et le désespoir. Ils sont dangereux parce qu'ils sont insatisfaits, étant les victimes et non les bénéficiaires de la modernisation globale néolibérale. Ils n'ont pas d'autre option que de compenser la *success story* des *happy few* par des stratégies indirectes manifestant leur malheur. Dans ce sens les stratèges américains qui construisent le terme sont des réalistes et préparent conceptuellement l'assimilation de toutes les révoltes au terrorisme qui est lancée par les Etats-Unis après le 11 septembre.

Mais il y a une deuxième raison. L'Empire américain est différent de tous les autres empires qui l'ont précédé, dans ce sens qu'il est complètement et uniquement capitaliste. Il diffère donc de l'Empire britannique ou de l'Empire français. Il n'est nullement en train de tenter de conquérir le monde entier par des victoires, l'occupation militaire de continents entiers, la terreur, le génocide, l'esclavage, le servage et le travail obligatoire, l'annexion territoriale des colonies dans l'empire, et ensuite l'exploitation pacifique sous répression constante des populations et des ressources conquises par la force. Ce

n'est pas un empire colonial, du moins pas directement. C'est cependant bien un empire qui cherche à conquérir le monde entier, mais la «nouvelle conquête» n'est pas militaire, opérationnelle ; elle n'est pas non plus politiquement définie.

L'opération de conquête a reçu un nom moderne au cours des années 90 : la mise en forme du monde (*shaping the world*). Il s'agit par des interventions économiques ou militaires, directes ou indirectes, d'imposer sous menace de représailles militaires ou économiques un certain nombre de normes de comportement politique, économique et social ; éventuellement ces normes prendront forme juridique ou constitutionnelle mais de toutes façons elles sont accompagnées d'un discours normatif assez persuasif pour être accepté culturellement parlant par une élite locale et cet ordonnancement, par conséquent, pourrait conduire à des systèmes locaux d'auto régulation si possible non violents et, en tout cas, ne soulevant pas de violence politique de masse, de telle sorte que les sociétés «conquises» fonctionnent comme des non-Etats non souverains. Accompagnée de quelques réformes bureaucratiques et d'un dessaisissement des questions économiques et sociales du pouvoir d'Etat démocratique (avec dénationalisation des ressources de base et privatisation des services publics), la nouvelle forme de pouvoir locale intitulée «*good governance*» maintient la démocratie formelle sans que les peuples puissent récupérer la souveraineté sur les conditions sociales du développement ; celles-ci sont entièrement dominées à l'échelle supérieure de l'empire par les organes traditionnels de Bretton Woods (FMI, BM, OMC) ou les nouveaux organes informels comme Davos, le club des 8 etc.

Comme processus, le monde remis en forme, sous Clinton, pouvait être décrit comme un élargissement (*enlargement*) de l'espace géographique où règnent le libre marché et la démocratie et qui refoule l'économie de commande et l'autoritarisme. Une vision progressiste et optimiste des choses permettait de penser que les difficultés et les guerres locales plus ou moins «archaïques» devaient être bloquées et solutionnées par des «processus de paix».

Mais la conquête nouvelle est différente de toutes les autres conquêtes impériales dans le sens où le fait d'être englobé dans l'empire ne donne aucun droit à une protection impériale contre les guerres et contre les famines. L'Empire américain n'est pas un Etat hobbesien. Il n'y a pas de fonction centrale de protection des habitants de l'empire, fondant sa légitimité. L'empire n'a pas d'intérieur où soit garantie la paix. Il n'est pas issu comme Rome d'une cité hellénique,

dont le critère de survie est, selon Aristote, avant tout la façon dont on régule le rapport entre riches et pauvres pour éviter la guerre civile – qui conduit à l'éclatement ou à l'invasion étrangère. C'est un Empire romain sans paix romaine, sans citoyens romains cooptés, sans frontières fortifiées et sans Barbares, ou plutôt les Barbares sont à l'intérieur de l'empire et les fortifications sont partout où des classes riches organisent leur protection contre le danger représenté par les classes pauvres, et le conflit asymétrique est donc présent partout : le cosmos devient un immense espace insécuritaire/sécuritaire rempli par des microcosmes, des configurations urbaines inégalitaires et des guerres banlieue-centre-périphérie ; les anciens empires étaient des territoires pacifiés.

On peut décrire cette nouvelle hégémonie globalisée en termes gramsciens. Mais la notion d'hégémonie politique chez Gramsci surgit de la médiation entre la détermination du rapport des forces par l'économie et le facteur décisif du rapport des forces militaires comme continuation du politique. Cela suppose que la conformation de l'Etat réunit l'ensemble des forces économiques, politiques et militaires en un système relativement autonome de médiations. La globalisation, en amoindrissant l'emprise des appareils d'Etat sur la gestion socio-économique nationale, produit un déplacement vers la militarisation et la transnationalisation du rapport des forces économiques et militaires, et le lieu où se négocie le rapport entre négociation et répression est sorti de l'espace civique pour se placer quelque part entre l'appareil militaire global et l'appareil économique global.

Or ces deux lieux ont été, en outre, remis en forme depuis douze ans par la révolution électronique. On peut presque dire que cette dernière a construit un complexe militaro-industriel et surtout financier nouveau, qui a pour représentation commune un univers du ciblage numérisé global et du contrôle en temps réel par la communication ubiquitaire, de la carotte (le prêt financier) et du bâton (l'intervention militaire globalisée). Mais ce déplacement de l'hégémonie hors du politique et par l'électronique de gestion comporte des aspects très spécifiques dans ce qu'on peut appeler une anthropologie des temporalités matérielles.

Ce qui caractérisait la production capitaliste traditionnelle, c'était la maîtrise du temps long incarnée dans la gestion à long terme des investissements productifs permettant l'accumulation élargie du capital. Cette maîtrise du temps long était aussi ce que le marxisme reconnaissait au capitaliste et ce qui fondait la croyance commune aux

marxistes et aux capitalistes que le facteur économique était dominant dans l'histoire. L'homme, la classe ouvrière, comme composante importante du capital dans la même temporalité de l'accumulation, créait un champ stratégique spatio-temporel moyen, l'espace de l'Etat démocratique et sa périodisation électorale. Aujourd'hui, le triomphe de la révolution électronique c'est le triomphe du contrôle du temps court, celui de la décision militaire comme de la décision boursière. Le temps socio-économique en fait les frais.

On assiste à la montée au filet des patronats électroniques qui pensent avoir sérieusement diminué la souveraineté démocratique et les Etats-Nations et on assiste aussi à une crise des investissements qui, dans le triomphe culturel du temps court, ont été déviés vers des bulles financières.

Dans cette configuration qui laisse peu d'espace-temps pour le «développement durable» – sorte de retour aux vertus anciennes du capital –, la guerre asymétrique qui éclate sous diverses formes un peu partout devient un paradigme policier global qui est désigné depuis le 11 septembre comme «guerre globale contre le terrorisme». On peut considérer le moment présent comme une crise du système et une impasse du fait de la militarisation et de la spéculation en bulle, toutes deux excessives, peut conduire à des corrections (mais pas à sa fin).

Toute cette construction de *hardware* et de *software* aurait dû permettre en temps voulu au leader d'éviter d'aller vers la répression opérationnelle par la contrainte militaire et de mener la mise en forme du monde comme un système de systèmes autorépressif plus ou moins computérisé et «pacifique». Le corollaire de cette représentation impériale était de rejeter, si possible, l'action violente directe dans les conflits locaux, très limités, mais il subsiste des conflits locaux violents qui n'ont pas été mis en forme à temps et qui restent le siège de conflits armés asymétriques traditionnels, guerres de libération, guérillas agraires, révoltes de la faim. Ces exceptions peuvent être considérées comme des échecs du système clintonien de mise en forme du monde.

Mais, en même temps, la rémanence de conflits violents localisés contribue à «faire comprendre» au monde à quel point une guerre ingagnable est un phénomène mauvais et même laid, et combien il est meilleur et plus avantageux d'accepter une servitude indirectement pacifique ou plutôt vide de guerre. Naturellement il est possible de donner de cette vision la définition d'un «fascisme global *new age*», car

il ne peut reposer que sur l'avènement d'un système de castes mondiales avec la victimisation inévitable des «basses castes» sacrifiées par le bon fonctionnement de la gestion locale dans de petits génocides locaux, qu'ils soient libéraux, féodaux ou coloniaux. C'est dans ce jeu subalterne que se sont piégés les Israéliens, ce que représente clairement l'arrivée au pouvoir d'un fascisme local archaïque, religieux et agressif symbolisé par le gouvernement Sharon et l'appui inconditionnel qu'il reçoit du gouvernement Bush.

Que devient en effet le conflit asymétrique israélo-palestinien dans cette mutation ?

Il a commencé comme une guerre de libération contre une occupation coloniale tardive très particulière acceptée par les Russes et les Américains pour des raisons différentes : les Américains acceptaient l'idée britannique (et celle de la SDN) que les Israéliens puissent constituer un facteur de développement moderne du Moyen-Orient arabe (la SDN accordait à l'agence juive un statut proche des sociétés d'aventure à privilège de la Couronne, un objet d'Ancien Régime). Les Soviétiques pensaient accentuer la contradiction entre les Américains et le mouvement national arabe. Cette configuration datant de la guerre froide aurait dû trouver une solution durable dans la partition puis dans les résolutions ordonnant le retrait des troupes israéliennes sur la ligne verte et la reconnaissance du droit des Palestiniens à un Etat national et du droit d'Israël à des frontières sûres et reconnues (et fixes).

Cette représentation stabilisante datant de la coexistence pacifique a toujours été freinée par Israël, qui n'a pas abandonné l'idée d'une conquête plus totale de la Palestine et d'une colonisation complète d'Eretz-Israël, dans un temps long correspondant à une vision impériale très archaïque de la conquête territoriale.

Lorsque la chute de l'URSS met fin à la bipolarité, c'est bien à l'Empire américain de décider ce qu'on peut faire de cette guerre asymétrique ancienne et sans enjeux économiques globaux. On peut dire que l'idée qu'Israël puisse servir d'Etat-garnison en cas d'attaque arabe sur le pétrole du Golfe a été complètement ruinée par l'interdiction d'agir que le président Bush a imposé à Israël pendant la guerre du Golfe. Le processus de paix amorcé par Clinton échoue lamentablement du fait que l'opération archaïque d'établissement de nouvelles colonies de peuplement militarisées n'a jamais pu être

arrêtée au sein de la société et de l'Etat israéliens et a constamment saboté les conditions mêmes de la négociation, en partie grâce à l'appui rencontré au sein même de la société américaine par la droite religieuse protestante actuellement maîtresse de l'exécutif et du Congrès.

Depuis l'avènement de Bush Jr., il est encore plus vrai que sous Clinton que pour le globalisme impérial américain complètement unilatéraliste, aucune communauté, aucune région n'est plus sélectionnée comme une échelle légitime pour l'organisation de la péréquation solidaire entre riches et pauvres, même pas l'Europe qui est remise au magasin des accessoires comme un machin sans importance stratégique. L'origine même de la notion d'Etat, de toutes les philosophies et de toutes les religions révélées est effacée. Les guerres locales asymétriques sont supposées n'avoir qu'une légitimité totalement répressive : elles doivent annuler les symptômes du désespoir, sans rechercher le traitement préventif des causes, repérables dans les injustices socio-économiques, les violations des droits de l'homme ou la disparition de tout espoir de paix. Il s'agit seulement de maintenir les conditions et les normes d'autoreproduction de l'inégalité. Une guerre qui ne vise pas la paix est supposée immorale, mais c'est une représentation dépassée pour la nouvelle philosophie globaliste. Ce qui est encore pire, du point de vue philosophique, une guerre sans fin est illogique, sans finalité ; des guerres qui sont maintenues seulement pour l'exemple sont simplement terroristes.

C'est pourquoi la solution verbale actuelle manifeste une impasse : pour le leadership américain c'est de classer toutes ses actions violentes directes ou sous-traitées par l'empire comme «guerre contre le terrorisme». Le terrorisme n'est pas un ennemi mais un mode d'action des faibles contre les puissants. Le terrorisme des puissants ne peut y mettre fin mais seulement l'entretenir.

Cette impasse logique est parfaitement visible du point de vue européen et érode peu à peu l'actuel leadership militarisé des Etats-Unis à l'échelle globale. Elle mène à la destruction non seulement la société palestinienne mais aussi la société israélienne qui est actuellement asservie par l'expérimentation militaire impériale et sera manipulée par l'empire dans un sens suicidaire, jusqu'à ce qu'elle admette que la victoire dans la guerre asymétrique n'est possible que par une paix asymétrique, c'est-à-dire une juste compensation pour les longues violations du droit des Palestiniens et non un asservissement ou un nettoyage ethnique final, qui n'a aucune signification ni dans le cadre

de la globalisation ni dans le cadre du développement économique ni dans la victoire de la démocratie.

Alain Joxe, historien et sociologue, est Directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales, président de l'association CIRPES (Centre interdisciplinaire de recherche sur la paix et d'études stratégiques) qui publie la lettre d'information bimestrielle Le débat stratégique. Il est spécialiste notamment de la pensée stratégique américaine et de son application dans la violence ainsi que des guerres en Amérique latine, en Europe orientale et méditerranéenne et au Moyen Orient. Il vient de publier L'Empire du Chaos, aux éditions La Découverte (2002).